





SOMMAIRE

	Page
Les chiffres clés	2
Rapport de gestion	5
Données financières consolidées	9



CHIFFRES CLÉS

(En Millions de Francs)	1997	1996	1995
Chiffre d'affaires hors taxes	8 839	8 518	9 427
dont International	224	204	225
Excédent brut d'exploitation	393	332	510
en % du chiffre d'affaires	4,4 %	3,9 %	5,4 %
Résultat d'exploitation	130	99	219
en % du chiffre d'affaires	1,5 %	1,2 %	2,3 %
Résultat courant	141	110	231
en % du chiffre d'affaires	1,6 %	1,3 %	2,4 %
Résultat net	276	(10)	141
en % du chiffre d'affaires	3,1%	- 0,1 %	1,5 %
Capacité d'autofinancement	336	281	468
en % du chiffre d'affaires	3,8 %	3,3 %	5,0 %
Investissements	199	183	308
dont investissements industriels	193	174	290
Fonds propres	1 429	1 241	1 380
Provisions pour risques et charges	707	597	598
en % du total du bilan	9,8 %	9,7 %	9,5 %
Emprunts et dettes financières à terme	22	61	82
dont partie à plus d'un an	14	17	69
Position financière nette	+ 1 265	+ 840	+ 795
Effectif moyen	10 176	10 942	11 322
dont International	221	218	264



Chiffre d'activité (en millions de francs) Part de la comparation de francs Part de francs

1993 1994 1995 1996 1997

Effectif moyen

Résultat net - Résultat d'exploitation

(en millions de francs)

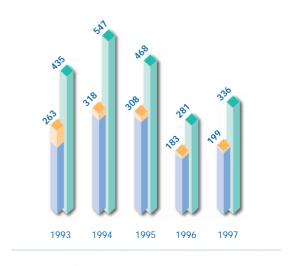


Résultat net

Résultat d'exploitation

Capacité d'autofinancement et investissements

(en millions de francs)



Investissements industrielsInvestissements financiersCapacité d'autofinancement

RAPPORT DE GESTION



RAPPORT DE GESTION

La naissance du deuxième Groupe routier européen

L'année 1997 a été marquée par la mise en place des structures opérationnelles d'Eurovia qui regroupe dorénavant les activités des deux entreprises routières françaises de la SGE, Cochery Bourdin Chaussé et Viafrance. Décidé fin 1996, ce rapprochement conduira à court terme, une fois les restructurations juridiques achevées, à la création d'un Groupe constitué autour de puissantes filiales régionales, dont les noms sont déclinés autour de celui d'Eurovia, rattachées à la holding Eurovia SA, nouvelle dénomination de Cochery Bourdin Chaussé transformée en société anonyme le 27 mars 1998. Les sièges sociaux ont été fusionnés et l'organisation géographique rationalisée et simplifiée. Les services fonctionnels du siège ont été regroupés au sein de Eurovia Services SNC, filiale commune à Eurovia SA et à Viafrance SA, qui intègre par ailleurs une filière administrative et financière articulée sur cinq centres de gestion déconcentrés.

Avec la création de Eurovia qui, outre ses filiales suisses, belges et espagnoles, s'est vue confiée la responsabilité de SGE VBU en Allemagne, les activités routières de la SGE en Europe sont désormais regroupées au sein d'un pôle routier unifié et doté d'un management unique.

Activité en France

Le marché français des travaux routiers, qui avait connu en 1995 et 1996 deux baisses consécutives de 5 % puis de 10 %, a enregistré en 1997, contrairement aux prévisions, une progression de 4 %. Cette embellie résulte de la conjonction de conditions climatiques favorables à l'exécution des commandes entrées en carnet à la fin 1996 et d'une reprise des commandes tant privées que publiques.

Avec un périmètre comparable à celui de l'exercice précédent, Eurovia affiche un chiffre d'affaires réalisé en France de plus de 8 600 MF, dont la progression de 4 % démontre que le rapprochement de Cochery Bourdin Chaussé et de Viafrance n'a pas pesé sur ses parts de marché ou sur son volume d'affaires. Cette tendance masque des évolutions contrastées selon les régions, l'Ille-de-France et l'Est enregistrant ainsi un net redressement, le

Nord, l'Ouest et le Sud-Est progressant légèrement alors que le marché du Sud-Ouest est resté en récession.

Si l'entretien du réseau existant et les travaux communaux représentent la plus grande part de l'activité du Groupe en France, Eurovia a exécuté en 1997 d'importants chantiers autoroutiers. Les réalisations du contournement de Châteauroux et des sections Rhodes - La Croisière, Montauban - Caussade et Brive - Donzenac de l'autoroute A 20 pour le compte de l'Etat et des Autoroutes du Sud de la France en témoignent. Le Groupe a également réalisé les travaux de renouvellement de chaussée sur A 7 entre Vienne et Auberives. S'y ajoutent les travaux de chaussées sur A 84 entre l'Ille-et-Vilaine et Avranches ainsi que la participation aux travaux d'extension de l'aéroport de Roissy.

Le Grand Stade a été l'occasion pour le Groupe de participer à d'importants travaux de voiries et d'aménagements et, pour ses filiales spécialisées Interdesco et Eurorésine, de réaliser les peintures au sol des parkings souterrains.

Aux Antilles, Moter Martinique, outre ses activités classiques de travaux à la mer, participe à la mise à 2 x 3 voies de la voie rapide de Fort de France. Dans le domaine plus particulier des équipements de la route (séparateurs en béton, glissières métalliques, signalisation...), domaine d'intervention de la filiale TSS, on citera la mise à 3 voies de A 51 dans les Bouches du Rhône et les 16 kilomètres de séparateur mobile de trafic à Saint-Denis de la Réunion.

Même si les donneurs d'ordre publics représentent encore 70 % de l'activité du Groupe, le secteur privé fait l'objet d'une attention et d'une démarche particulière. La réalisation de la piste du centre européen d'essais de BMW à Miramas en est une illustration.

Alors qu'au terme d'un appel d'offres lancé en septembre 1996, le groupement formé par Cochery Bourdin Chaussé avec Campenon Bernard SGE et SGE avait été déclaré, au printemps 1997, concessionnaire pressenti pour la mise aux normes autoroutières du tronçon Bordeaux - Bayonne de la RN 10, les pouvoirs publics ont finalement préféré un financement



public pour ce projet déclaré d'utilité publique en avril 1997.

Par ailleurs, au sein du Groupe SGE, Eurovia apporte aussi son savoir-faire à des projets routiers en Afrique et a participé à l'étude d'un projet d'autoroute en Israël dont la SGE a été déclarée concessionnaire en février 1998.

La maîtrise de l'ensemble de la filière industrielle de production conforte la place de premier plan d'Eurovia sur le marché français. Ses 130 postes d'enrobage, ses 35 usines de liants et ses 45 carrières, en propre ou en commun, constituent en effet un point d'appui essentiel à l'activité des centres de travaux. Cette activité industrielle, qui subit moins fortement les contrecoups conjoncturels, permet d'assurer une certaine régulation du résultat du Groupe.

Activité en Suisse, Belgique et Espagne

Présente en Suisse dans le domaine des liants et des produits routiers (Prodo), en Belgique au travers de trois filiales routières et de production de liants implantées en Wallonie (Hydrocar et Cornez Delacre) et dans le Limbourg (Grizaco) et en Espagne par deux filiales (Vialex et Roldan) en commun avec une importante entreprise régionale espagnole, Eurovia a réalisé, dans ces pays, un chiffre d'affaires de près de 250 MF, en progression de 18 % sur 1996.

Ressources Humaines / Qualité

L'embauche des jeunes, la formation et la mobilité à l'échelle européenne restent les axes d'action du Groupe dans le domaine des ressources humaines. En France, où quelques expériences sont déjà menées, l'annualisation du temps de travail sera un des chantiers de 1998.

La démarche Qualité entreprise il y a quelques années a été étendue à l'ensemble du nouveau Groupe. La Certification ISO 9002 de toutes les agences et de tous les métiers est en cours d'obtention en France.

Action Commerciale

Une politique commerciale plus spécialement orientée vers les marchés d'entretien, d'une part, et la clientèle privée, d'autre part, a été initiée et fait l'objet de plans d'actions menés par chaque agence sous l'impulsion d'une organisation commerciale nouvellement créée.

De même, la création d'une direction spécifique a permis d'élaborer une politique des achats plus rigoureuse qui a commencé à porter ses fruits.

Technique

Dans le domaine technique, Eurovia a mis au point un béton bitumineux à haute rigidité, une méthode de dimensionnement des structures de chaussées réservoirs, a testé un programme de construction de chaussée assistée par ordinateur par utilisation du GPS et a poursuivi ses recherches sur le traitement des mâchefers d'incinération d'ordures ménagères et sur le recyclage des déchets.

1997 : la réussite d'une réorganisation soutenue par un marché en redressement

Les comptes du nouvel ensemble, qui en 1997 regroupe encore deux sociétés sans liens juridiques directs, sont présentés selon la procédure d'une consolidation pro forma. Ces chiffres ne comprennent pas ceux de la société allemande SGE VBU. Le chiffre d'affaires du Groupe Eurovia s'est établi à 8 839 millions de francs à comparer à 8 517 millions en 1996.

L'amélioration des marges, grâce à la rationalisation des moyens et la réduction des frais de structure entreprises dans le cadre du rapprochement, permet d'afficher un résultat d'exploitation en nette amélioration à 130 millions de francs pour 99 millions de francs en 1996. Cette amélioration se retrouve au niveau du résultat courant qui passe de 110 millions de francs à 141 millions de francs.

Le résultat net s'établit à 276 MF après prise en compte d'une importante plus-value réalisée sur la cession d'un centre d'enfouissement technique de la région parisienne (la REP) dans le cadre de la réorganisation des activités de la Compagnie Générale des Eaux.

Si on fait abstraction de cet élément «extraordinaire», le résultat net est de 60 millions de francs alors que 1996 avait été marqué par un résultat net de - 10 millions de francs qui supportait d'importantes charges de restructuration.



La capacité d'autofinancement de l'exercice est de 336 millions de francs pour 281 millions en 1996. Ce montant qui s'entend après dotation aux amortissements à hauteur de 250 millions de francs est à rapprocher d'un volume d'investissements de 199 millions de francs pour 183 millions en 1996.

Le total des fonds propres s'élève à 1 429 millions de francs en fin d'exercice.

Le fonds de roulement s'établit à 1 418 millions de francs et les provisions pour risques et charges se montent à 707 millions de francs soit 9,8 % du total du bilan.

La trésorerie de fin d'exercice se situe au niveau exceptionnel de 1 257 millions de francs en bénéficiant du produit de la cession évoquée plus haut. Avec un excédent financier net de toutes dettes de 1 265 millions de francs, ce bilan est le reflet de la situation financière très solide du nouveau Groupe.

Net redressement de SGE VBU en Allemagne

Sur un marché allemand qui continue à souffrir d'un énorme excès d'offre dans une concurrence très vive, SGE VBU a poursuivi son redressement en agissant principalement sur le redimensionnement des structures, sur la formation de ses hommes et l'amélioration de la qualité d'exécution de ses chantiers. Il faut souligner le recentrage de SGE VBU sur les travaux routiers et autoroutiers traditionnels, la baisse du marché de la démolition s'étant confirmée en 1997. L'action efficace des collaborateurs d'Eurovia engagés aux côtés de leurs collègues allemands dans cette mission de réorganisation et de redressement devrait permettre le retour à l'équilibre de SGE VBU dès cette année.

Conclusions et perspectives

Même si l'amélioration du marché français devrait rester modeste, la réorganisation maintenant achevée aura son plein effet bénéfique en 1998 et facilitera la concrétisation des efforts ambitieux de développement du Groupe dans le domaine industriel et par une diversification géographique visant à renforcer sa présence sur le marché d'Europe Centrale qui offre de véritables potentiels de valorisation de son savoir-faire.

Dès 1998, le périmètre d'Eurovia intègrera de nouvelles activités en Suisse, en Belgique et en

Slovaquie, en attendant que d'autres projets aboutissent en Pologne.

D'autres projets de développement sont par ailleurs à l'étude.

La première convention de l'encadrement d'Eurovia, a rassemblé fin novembre 1997 près de 1 000 cadres en provenance de France, d'Allemagne, de Belgique et d'Espagne. Elle a été l'occasion de la présentation de la nouvelle organisation et des axes de développement d'Eurovia. Elle a également, et surtout, permis de mesurer les moyens humains et financiers dont dispose désormais Eurovia pour conforter son enracinement et ses positions actuelles et assurer son développement industriel et international.

DONNÉES FINANCIÈRES CONSOLIDÉES



COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE 1997

(En Milliers de Francs)		Résultat		
Postes	Notes	1997	1996	
Chiffre d'affaires	1	8 839 291	8 517 535	
Autres produits courants	1	455 572	389 070	
Quotes-parts de résultat de participations industrielles		68 554	69 177	
Total des produits d'exploitation		9 363 417	8 975 782	
Achats consommés et autres charges d'exploitation		(6 563 239)	(6 191 621)	
Frais de personnel		(2 407 612)	(2 452 419)	
Total des charges d'exploitation		(8 970 851)	8 644 040)	
Excédent brut d'exploitation		392 566	331 742	
Dotations aux amortissements	2	(223 077)	(269 691)	
Dotations et reprises de provisions	3	(39 850)	36 702	
Résultat d'exploitation		129 639	98 753	
Produits financiers		41 663	35 849	
Charges financières		(15 731)	(18 047)	
Dotations et reprises de provisions	3	(14 162)	(6 754)	
Résultat financier	4	11 770	11 048	
Résultat courant		141 409	109 801	
Produits exceptionnels		232 377	12 340	
Charges exceptionnelles		(74 778)	(64 837)	
Dotations et reprises de provisions	3	19 555	(34 307)	
Résultat exceptionnel	6	177 154	(86 804)	
Participation des salariés		(13 911)	(6 495)	
Impôts sur les bénéfices	5	(5 661)	(5 212)	
Amortissements des écarts d'acquisition	9	(26 249)	(22 736)	
Résultat net des sociétés intégrées		272 742	(11 446)	
Résultat net des sociétés mises en équivalence	11	2 148	1 336	
Résultat net consolidé		274 890	(10 110)	
Part des minoritaires		1 407	117	
Résultat net part du Groupe		276 297	(9 993)	



TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE 1997

(En Milliers de Francs) Not Ressources	tes 1997	1996
Exploitation Résultat des sociétés intégrées Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence Dotations et reprises d'amortissements et provisions	272 743 1 634 297 760	(11 446) 1 761 293 664
Marge brute d'autofinancement	572 137	283 979
Résultat sur cessions d'actif immobilisé	(236 384)	(3 334)
Capacité d'autofinancement	335 753	280 645
Autres ressources Augmentation de capital des filiales et de la société mère Augmentation des avances capitalisables Emprunts et dettes contractés Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles Cessions de titres de participation Encaissements sur prêts et dépôts à plus d'un an	0 0 2 083 23 354 227 835 4 955	0 37 711 6 978 9 519 987 5 518
Total des autres ressources	258 227	60 713
Total des ressources	593 980	341 358
Emplois		
Investissements Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles 7 et Acquisitions de titres de participation et autres titres 10		173 941 9 053
Total des investissements	199 088	182 994
Autres emplois Prêts et dépôts à plus d'un an Diminution des avances capitalisables Diminution des dettes à long et moyen terme Affectation du résultat à la société mère Dividendes versés	20 989 11 950 5 221 7 933 117	2 802 0 59 959 164 816 76
Total des autres emplois	46 210	227 653
Total des emplois	245 298	410 647
Excédent (insuffisance) des ressources sur les emplois	348 682	(69 289)
Incidences des variations de périmètre, écarts de conversion et autres reclassements	(21 615)	2 371
Augmentation (diminution) du fonds de roulement brut	370 297	(71 660)
Augmentation (diminution) du besoin en fonds de roulement 16 Augmentation (diminution) de la trésorerie	(46 840) 417 137	(47 482) (24 178)



BILAN CONSOLIDÉ

(En Milliers de Francs)

(En Milliers de Francs)			31/12/97		31/12/96
ACTIF	Notes	Montant Brut	Amortissement Provision	Montant Net	Montant Net
Immobilisations incorporelles Ecarts d'acquisitions Immobilisations corporelles	7 9 8	41 530 456 478 2 910 881	(28 948) (170 558) (2 024 389)	12 582 285 920 886 492	9 882 305 651 934 451
Total		3 408 889	(2 223 895)	1 184 994	1 249 984
Immobilisations financières Titres de participation non consolidés Titres de participation mis en équivalence Autres immobilisations financières	10 11 12	185 421 6 412 80 752	(29 223) (12 344)	156 198 6 412 68 408	177 065 5 898 57 698
Total		272 585	(41 567)	231 018	240 661
Charges à répartir sur plusieurs exerci	ces	2 304		2 304	3 686
Total actif immobilisé		3 683 778	(2 265 462)	1 418 316	1 494 331
Stocks et travaux en cours Créances d'exploitation	16 16	115 960 3 400 327	(6 093) (89 014)	109 867 3 311 313	129 991 2 920 870
Créances financières à court terme Valeurs mobilières de placement, autres	15	422 441	(127 388)	295 053	211 028
placements à court terme et disponibilités	15	2 066 977	(15)	2 066 962	1 391 277
Total actif circulant		6 005 705	(222 510)	5 783 195	4 653 166
Total actif circulant Comptes de régularisation	16	6 005 705 18 229	(222 510)	5 783 195 18 229	4 653 166 18 860



AU 31 DÉCEMBRE 1997

(En Milliers de Francs)

(En Milliers de Francs)			
PASSIF	Notes	31/12/1997	31/12/1996
Capitaux propres			
Capital Réserves consolidées du Groupe Résultat de l'exercice part du Groupe		1 145 000 (125 030) 276 297	1 145 000 (40 004) (9 993)
Total		1 296 267	1 095 003
Intérêts minoritaires Autres fonds propres		3 956 128 564	5 551 140 444
Total des fonds propres	13	1 428 787	1 240 998
Provisions pour risques et charges	14	706 590	597 308
Emprunts et dettes à long et moyen terme Emprunts et dettes financières Autres dettes à plus d'un an	15	14 208 1 680	17 047 1 630
Total		15 888	18 677
Capitaux permanents		2 151 265	1 856 983
Avances et acomptes reçus sur travaux Dettes d'exploitation	16 16	78 161 3 679 734	60 497 3 345 096
Dettes financières à court terme Trésorerie passif	15 15	122 091 982 855	87 574 674 799
Total passif circulant		4 862 841	4 167 966
Comptes de régularisation	16	205 634	141 408
Total du passif		7 219 740	6 166 357



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 1997

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé au contrôle des comptes «consolidés» du Groupe Eurovia, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1997, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe, l'absence de structure juridique commune permettant de consolider les patrimoines et les résultats des sociétés Cochery Bourdin Chaussé et Viafrance a conduit à présenter des comptes combinés incluant ces sociétés et leurs filiales regroupées sous le nom d'Eurovia.

Les comptes ainsi «consolidés» ont été arrêtés par la gérance commune aux sociétés Cochery Bourdin Chaussé et Viafrance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes «consolidés» ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit

consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes «consolidés» sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les sociétés constituant le Groupe Eurovia.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 de l'annexe qui expose un changement de méthode relatif aux engagements de retraites.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes «consolidés.

Paris, le 11 mars 1998

MAZARS & GUÉRARD José MARETTE SALUSTRO REYDEL
Bernard CATTENOZ - Denis MARANGÉ



1 - PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1.1 - Généralités

Les deux Groupes Cochery Bourdin Chaussé et Viafrance, filiales tous deux de la Société Générale d'Entreprises, ont été placés dès la fin de 1996 sous une Direction générale commune et dans une organisation administrative et opérationnelle unique. De plus, un processus de filialisation commun a été largement engagé en 1997 sous le nom d'Eurovia, en attendant une intégration juridique plus complète.

Dans ces conditions, il a été décidé d'établir des comptes combinés de l'ensemble opérationnel composé de Cochery Bourdin Chaussé, Viafrance, leurs filiales propres et leurs filiales communes, qui équivaut à une consolidation financière du nouveau Groupe Eurovia.

Pour des besoins de comparabilité, une consolidation des données financières 1996 a été réalisée à partir des consolidations 1996 de Cochery Bourdin Chaussé et Viafrance.

Les comptes consolidés du Groupe Eurovia sont établis conformément aux principes comptables décrits dans cette note, et qui reprennent les principes utilisés antérieurement dans les comptes consolidés de Cochery Bourdin Chaussé et Viafrance.

Ces principes respectent les dispositions prévues par le plan comptable général, la loi du 3 janvier 1985 et son décret d'application du 17 février 1986.

1.2 - Critères de consolidation

Les comptes consolidés regroupent les états financiers des sociétés importantes que Cochery Bourdin Chaussé et Viafrance contrôlent directement ou indirectement, de droit ou de fait. Sont consolidées, à ce titre, les sociétés dont la contribution au chiffre d'affaires consolidé est supérieure à 10 millions de francs.

Les sociétés contrôlées majoritairement sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés communautaires d'intérêt sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle, lorsque leur chiffre d'affaires et leur bilan sont significatifs.

Les chantiers réalisés sous forme de société en participation, sans moyens matériels et financiers

propres, donnent lieu à une intégration semi-proportionnelle (comptabilisation d'une quote-part de chiffre d'affaires et d'une quote-part de charges) ; cette méthode a pour effet de mieux refléter la réalité économique de ces opérations.

Les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Ne sont pas inclues en revanche dans le périmètre, les participations dans les sociétés de fabrication d'enrobés, de liants ou de matériaux, exploitées en commun avec d'autres Groupes .

Ces sociétés au nombre de 191, augmenteraient le chiffre d'affaires consolidé d'un montant estimé à 668 millions ; la plupart de ces sociétés ont des structures juridiques transparentes (GIE, SP, SNC) ; leur résultat est intégré dans le résultat consolidé dans la rubrique «quotes-parts de résultat sur participations industrielles» et elles ne répondent pas individuellement au critère du chiffre d'affaires.

1.3 - Comptes intégrés

1.3.1 Comptes sociaux français

Les comptes des sociétés consolidées sont arrêtés conformément aux règles comptables applicables dans la profession.

La plupart de ces sociétés clôturent leurs comptes sociaux au 31 décembre.

1.3.2 Etats financiers étrangers

Les comptes des sociétés et établissements étrangers intégrés sont convertis selon les principes suivants :

- le compte titres de participation à l'actif, les comptes de situation nette Groupe et le résultat hors Groupe au passif sont conservés à leur valeur historique dans le bilan.
- les autres comptes de bilan sont convertis au cours de clôture de l'exercice.

1.4 - Ecarts d'acquisition

Le principe est d'affecter les écarts d'acquisition représentant la différence entre le coût d'acquisition des titres des Sociétés consolidées et la part



de situation nette à la date d'acquisition, aux différents éléments actifs et passifs du bilan de la société acquise.

Le solde non affecté des écarts d'acquisition est porté à l'actif du bilan consolidé et amorti sur une durée n'excédant pas 20 ans, certains cas pouvant justifier un amortissement accéléré.

Lorsque ces écarts sont inférieurs à 1 000 KF, ils sont amortis totalement dans l'année d'acquisition.

Toutefois, les écarts d'acquisition relatifs aux sociétés exploitant des carrières sont amortis sur la durée d'exploitation prévisible du gisement, et au maximum sur 40 ans.

1.5 - Valeurs immobilisées

Les terrains, bâtiments et équipements sont généralement évalués à leur prix de revient (coût historique).

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon le mode linéaire ou dégressif, en fonction de la durée d'utilisation estimée ou habituellement pratiquée dans la profession. Ces durées sont mentionnées dans les notes relatives aux comptes consolidés (§ 3, note n° 2).

Les prêts sont comptabilisés à leur valeur nominale éventuellement diminuée de provisions pour dépréciation.

Le Groupe ne retient pas l'option de retraiter les immobilisations financées par des contrats de crédit-bail et assimilés.

1.6. - Titres de participation

La valeur brute des titres de participation non consolidés correspond à leur coût d'acquisition. Si cette valeur est supérieure à la valeur d'usage, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

1.7 - Engagements pour retraites

Les engagements pour retraites concernant les indemnités de frais de carrières et les régimes de retraites complémentaires sont provisionnés au bilan pour l'ensemble du personnel (cf. § 2. changement de méthode).

Ces engagements sont évalués selon la méthode actuarielle prospective dite des «crédits projetés».

1.8 - Dégagement du résultat

La méthode retenue pour la prise en compte du résultat sur chantier est celle de l'avancement ; les chantiers, dont la marge prévisionnelle à fin d'affaire est déficitaire, font l'objet d'une provision pour perte à terminaison.

1.9 - Impôt sur le résultat

La plupart des société consolidées étant constituées en sociétés en nom collectif, elles n'ont pas de charge d'impôt propre.

La charge d'impôt consolidée est de ce fait très réduite et ne concerne que quelques sociétés de capitaux.

Pour ces sociétés de capitaux consolidées, une provision pour impôt est constituée en cas de différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat comptable ; elle est déterminée sur la méthode du report variable.

Aucun impôt différé actif n'est constaté au titre des déficits reportables, et des provisions non déductibles fiscalement.

1.10 - Intérêts hors Groupe

Les résultats et situations nettes sont répartis entre part du Groupe et part hors Groupe, à concurrence des pourcentages détenus.

Pour les sociétés dont les capitaux propres après résultat sont négatifs, le Groupe prend en charge la quote-part revenant aux minoritaires, sauf lorsque ces minoritaires sont susceptibles de participer à leur quote-part de pertes.



2 - FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

L'exercice 1997 a été marqué par les faits suivants :

- changement de méthode en matière d'engagements de retraites (cf § 2,1).
- processus de filialisation des sociétés mères Cochery Bourdin Chaussé et Viafrance suc conduisant à la création de filiales régionales propres ou communes (voir § 2,2 les sociétés concernées).
- cession de la participation dans la société REP, qui a dégagé une plus-value exceptionnelle de 215,8 millions de francs.

2.1 - Changement de méthode

En 1997, le Groupe a procédé à la constitution de provisions au bilan pour couvrir tous les engagements de retraites du personnel en activité, en complément de ceux qui étaient déjà provisionnés pour les personnes de plus de 55 ans.

Ces engagements concernent principalement les indemnités conventionnelles de fin de carrière. Ils sont évalués selon la méthode actuarielle prospective préconisée par les règles internationales «projected credit unit method».

Conformément aux principes aujourd'hui en vigueur, l'incidence de ce changement de méthode a été déterminée de façon rétrospective sur la base des engagements au 1er janvier 1997. Le montant ainsi prélevé sur les capitaux propres à l'ouverture s'élève à 67 millions de francs.

L'application de la nouvelle méthode a conduit à constater dans l'exercice une reprise nette de 8 millions de francs.

2.2 - Périmètre de consolidation

Le périmètre au 31 décembre 1997 se compose de 86 Sociétés, à rapprocher de 79 au 31 décembre 1996 pour le groupe Eurovia.

Intégration globale	77
Intégration proportionnelle	6
Mise en équivalence	3

Les mouvements de périmètre sont les suivants :

 Intégration des sociétés suivantes après apport partiel d'actifs venant de sociétés déjà consolidées:

CBC ATLANTIQUE SNC
EUROVIA BOURGOGNE SNC
EUROVIA PROVENCE SNC
EUROVIA DAUPHINÉ-AUVERGNE SNC
EUROVIA CENTRE LOIRE SNC
EUROVIA POITOU-CHARENTES LIMOUSIN SNC
EUROVIA FOREZ SNC
EUROVIA LANGUEDOC-ROUSSILLON SNC
EUROVIA CHAMPAGNE-ARDENNE LORRAINE SNC

• Entrée de périmètre :

RENON SNC

Cotra : société achetée en 1996 et 1997. WATELET, SNC EUROVIA : sociétés créées en 1997

· Déconsolidation des sociétés :

Diamantaise : cession à un tiers extérieur au Groupe,

 $MRVM, \ Technoroute, \ MMBTP: d\'{e}consolidation.$

Déconsolidation et fusion à l'intérieur du périmètre :

MAILLASSON, MASPEYROT : absorbées par Cochery Bourdin Chaussé snc.



Liste des principales sociétés consolidées

	Méthode de consolidation	% intérêt
COCHERY BOURDIN CHAUSSÉ SNC	IG	100,00
VIAFRANCE SNC	IG	100,00
EUROVIA CHAMPAGNE-ARDENNE		
LORRAINE SNC	IG	100,00
EUROVIA ALSACE FRANCHE-COMTÉ SN	c IG	100,00
EUROVIA CENTRE LOIRE SNC	IG	100,00
GERCIF ÉMULITHE SNC	IG	100,00
ROL LISTER SNC	IG	100,00
TRAVAUX SIGNALISATION SÉCURITÉ SNO	c IG	100,00
EUROVIA DAUPHINÉ-AUVERGNE SNC	IG	100,00
EUROVIA POITOU-CHARENTES		
LIMOUSIN SNC	IG	100,00
VALENTIN SNC	IG	100,00
MOTER SA	IG	100,00
CBC ATLANTIQUE SNC	IG	100,00

	Méthode de consolidation	% intérêt
EUROVIA BOURGOGNE SNC	IG	100,00
SOCIÉTÉ ROUTIÈRE DU MIDI SNC	IG	100,00
EUROVIA PROVENCE SNC	IG	100,00
CARRIÈRE CHAILLOUÉ SA	IG	100,00
EUROVIA LANGUEDOC-ROUSSILLON SN	c IG	100,00
ROY SA	IP	50,00
ROL NORMANDIE SNC	IG	100,00
LALITTE SNC	IG	100,00
ROUSSEY SNC	IG	100,00
LAFITTE SNC	IG	100,00
CORNEZ DELACRE SA	IG	100,00
HYDROCAR INDUSTRIE SA (BELGIQUE)	IG	75,00
SOCIÉTÉ LORRAINE D'AGRÉGATS SA	IP	36,00
KLÉBER MOREAU SA	IP	33,44



3 - NOTES RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Note 1 - Chiffre d'affaires et produits courants		
(En Milliers de Francs)	31/12/1997	31/12/1996
Chiffre d'affaires de l'exercice :	8 839 291	8 517 535
 dont chiffre d'affaires des sociétés entrantes dont chiffre d'affaires des sociétés sortantes 	(54 524)	(10 494)
Chiffre d'affaires à périmètre comparable	8 784 767	8 507 041
Autres produits courants	455 572	389 070

A structure comparable, le chiffre d'affaires est en augmentation de 3,2 %.

Répartition du chiffre d'affaires par secteurs d'activité et zones géographiques

(En Milliers de Francs)

Zones géographique	S
--------------------	---

	France			national
Total	Métropole	Outre Mer	Europe	Afrique/Asie
0.026.616	7 762 420	61 161	212.025	0
		01 101		U
379 199	345 308	25 132	7 950	809
g g30 201	8 528 602	86 203	223 587	809
	8 036 616 423 476	Total Métropole 8 036 616 7 763 420 423 476 419 874 379 199 345 308	Total Métropole Outre Mer 8 036 616 7 763 420 61 161 423 476 419 874 379 199 345 308 25 132	Total Métropole Outre Mer Europe 8 036 616 7 763 420 61 161 212 035 423 476 419 874 3 602 379 199 345 308 25 132 7 950

^{*} Revêtements de sol et équipements de la route

Note 2 - Dotation aux comptes d'amortissements sur immobilisations

(En Milliers de Francs)	1997	1996
Immobilisations incorporelles Ecarts d'acquisition Immobilisations corporelles Charges à répartir	(3 136) (26 249) (217 556) (2 385)	(3 605) (22 736) (261 288) (4 798)
Total	(249 326)	(292 427)

Les durées d'utilisation des immobilisations corporelles retenues pour le calcul des amortissements sont les suivantes :

• Immeubles	25 ans
 Matériels de travaux publics 	de 4 ans à 7 ans
Véhicules	de 3 ans à 5 ans
 Agencements 	de 8 ans à 10 ans
 Mobiliers et matériels de bureaux 	de 3 ans à 5 ans

Note 3 - Dotations et reprises aux comptes de provisions

Les mouvements de provisions ayant affecté le compte de résultat sont les suivants :

(En Milliers de Franc	cs)	1997	1996
Exploitation	(Dotations)	(358 733)	(274 697)
	Reprises	318 883	311 399
Financières	(Dotations)	(36 481)	(13 921)
	Reprises	22 319	7 167
Exceptionnelles	(Dotations)	(82 982)	(94 145)
	Reprises	102 537	59 838
Total	(34 457)	(4 359)	
Dont mouvements sur la capacité d'au	J	(48 434)	(1 236)



Note 4 - Résultat financier							
(En Milliers de Francs) Produits financiers Dividendes Résultats S.N.C., S.C. et S.C.I. Charges financières Mouvements sur	1997 30 781 10 579 303 (15 731)	1996 28 884 10 987 (4 022) (18 047)					
les provisions financières	(14 162)	(6 754)					
Total	11 770	11 048					
Dont coût du financement	18 393	8 278					

Note 5 - Impôts sur les bénéfices						
(En Milliers de Francs)	1997	1996				
Impôts courants Impôts différés	(6 001) 340	(4 978) (234)				
Total	(5 661)	(5 212)				

Note 6 - Résultat exceptionnel		
(En Milliers de Francs)	1997	1996
Résultat sur cessions d'actifs Frais de restructuration Autres charges et produits exceptionnels Mouvements sur amortissements et provisions exceptionnels	236 384 (54 828) (23 957) 19 555	3 334 (46 666) (9 165) (34 307)
Total	177 154	(86 804)

(En Milliers de Francs) Valeur brute						
	Solde	Investis-	Var. périmètre	Solde	Amortiss.	Solde
	Initial	sements	cessions	Final	cumulés au	Final
			reclassement		31/12/1997	
Frais d'établissement	691	402	(133)	960	(673)	287
Frais de recherche	5		0	5	(5)	0
Fonds commercial et marques	11 730	3 320	330	15 380	(6 902)	8 478
Droit au bail	270		0	270	(250)	20
Logiciels	12 002	2 259	(1 016)	13 245	(11 688)	1 557
Brevets	4 606	13	194	4 813	(3 996)	817
Autres immobilisations incorporelles	7 017		(160)	6 857	(5 434)	1 423
 Total	36 321	5 994	(785)	41 530	(28 948)	12 582



Note 8 - Immobilisations corporelles

(En Milliers de Francs)			Valeur nette			
	Solde Initial	Investis- sements	Var. périmètre cessions reclassement	Solde Final	Amortiss. cumulés au 31/12/1997	Solde Final
Terrains Constructions Installations techniques/matériels & outillage Autres immobilisations corporelles Immobilisations en cours Plus ou moins-values de cessions groupe	395 246 248 978 1 660 154 610 638 27 863	3 529 9 958 113 798 44 720 38 438 (24 741)	(2 183) (1 988) (161 177) (63 872) (13 221) 24 741	396 592 256 948 1 612 775 591 486 53 080 0	(79 768) (130 921) (1 298 578) (515 122)	316 824 126 027 314 197 76 364 53 080 0
Total	2 942 879	185 702	(217 700)	2 910 881	(2 024 389)	886 492

Note 9 - Ecarts d'acquisition

La variation de l'exercice s'analyse comme suit :

(En Milliers de Francs)	31/12/1997	31/12/1996
Ecarts d'acquisition Nets début d'exercice Créés dans l'exercice Amortissements Sorties de périmètre	305 651 6 077 (26 249) 441	322 201 6 186 (22 736)
Ecarts d'acquisition nets fin d'exercice	285 920	305 651

Note 10 - Titres de participation non consolidés

Ce poste se compose principalement :

- de participations dans des sociétés industrielles de fabrication d'enrobés, de liants ou de matériaux pour une valeur nette comptable globale de 146 MF.
- de filiales contrôlées à 100 % et dont le chiffre d'affaires est inférieur aux seuils de consolidation.
- de sociétés immobilières ou foncières dont l'activité est non significative.

Les investissements financiers de l'exercice ont représenté un montant total de 6 MF, et ont concerné principalement des prises de participation dans des unités industrielles.

Note 11 - Titres mis en équivalence

(En Milliers de Francs)

(LIT Milliers de Francs)				
	C.B.A.	SILF	ERCA	Total
% intérêt	35,00	50,00	35,00	
Résultat Net Contribution Groupe	1 407 492	2 542 1 271	1 100 385	2 148
Capitaux propres Total social Part Groupe	3 897 1 364	6 748 3 374	4 783 1 674	6 412

Note 12 - Autres immobilisations financières

(En Milliers de Francs)	31/12/1997	31/12/1996
	Net	Net
Créances financières à long terme	21 847	17 475
Titres immobilisés	5 578	6 199
Prêts, dépôts et autres immobilisations financières	40 983	34 024
Total	68 408	57 698

Les prêts concernent principalement les sommes versées au titre de la contribution à l'effort de construction et sont maintenus à leur valeur historique.



Note 13 - Variation des fonds propres (avant affectation)

(En Milliers de Francs)

(ETT WIIIICTS de TTuries)						
	Solde	Var. périmètre	Résultat de	Distribution	Autres	Solde
Rubriques	Initial	Changt méthode ⁽¹⁾	l'exercice	de l'exercice	mouvements	Final
Capital	1 145 000	0	0	0	0	1 145 000
Réserves sociales	29	(18 265)	0	(7 410)	0	(25 646)
Réserves consolidées	(40 033)	(47 088)	0	(12 050)	(213)	(99 384)
Résultat part Groupe	(9 993)	(1 534)	276 297	11 527	0	276 297
Capitaux propres	1 095 003	(66 887)	276 297	(7 933)	(213)	1 296 267
Intérêts minoritaires						
 Réserves 	5 668	(15)	0	(227)	(64)	5 362
Résultat	(117)	7	(1 406)	110	0	(1 406)
Intérêts minoritaires	5 551	(8)	(1 406)	(117)	(64)	3 956
Autres fonds propres	140 444			0	(11 880)	128 564
Total des fonds propres	1 240 998	(66 895)	274 891	(8 050)	(12 157)	1 428 787

⁽¹⁾ La variation provient pour l'essentiel du changement de méthode concernant le traitement des engagements de retraite (cf § 2.1)

Note 14 - Provisions pour risques et charges

(En Milliers de Francs)

	Solde Initial	Changt méthode Reclassements	Dotations	Reprises	Var. périmètre écart conv.	Solde Final
Retraites	15 967	66 892 ⁽¹⁾	11 832	(20 284)		74 407
Litiges	59 755	1 648	25 411	(25 466)	262	61 610
Travaux à exécuter/Service après-vente	271 997	(1 008)	213 261	(175 543)	4 679	313 386
Pertes à terminaison	34 842	(258)	40 212	(34 479)	(240)	40 077
Autres risques/Charges d'exploitation	56 671	(245)	42 106	(29 832)	1 096	69 796
Risques et charges financiers	5 580	295	7 972	(2 683)	800	11 964
Restructuration	69 874	999	44 117	(61 974)		53 016
Imposition différée	508	0	357	(75)	(50)	740
Autres provisions exceptionnelles	82 114	(1 431)	38 352	(38 931)	1 490	81 594
Total	597 308	66 892	423 620	(389 267)	8 037	706 590

 $^{^{(1)}\,\}mathrm{Ce}$ montant provient du changement de méthode cité en § 2.1

Note 15 - Excédent (endettement) financier i	net			
(En Milliers de Francs)		31/12/199	97	31/12/199
Emprunts et dettes financières à long terme Partie à moins d'un an des dettes financières à long te	rme	(14 208) (8 193)		(17 047) (43 918)
I - Dettes financières à long terme		(22 401)		(60 965)
II - Créances financières à long terme		21 847		17 475
Découverts bancaires Autres dettes financières à court terme Créances financières à court terme Valeurs mobilières de placement et disponibilités ⁽¹⁾		(982 855) (113 898) 295 053 2 066 962		(674 799) (43 656) 211 028 1 391 277
III - Trésorerie nette		1 265 262		883 850
Excédent (endettement) financier net (I + II + III)		1 264 708		840 360
Echéance des dettes financières à long terme	Echéance de l'exercice	1999 2000 2001	5 082 3 979 2 159	

⁽¹⁾ Cette rubrique est composée essentiellement des disponibilités placées auprès de la société mère.



Note 16 - Besoin en fonds de ro	ulement			
(En Milliers de Francs)		31/12/1997	31/12/1996	Variation
Stocks et travaux en cours Clients et comptes rattachés Autres débiteurs Comptes de régularisation actif		109 867 2 970 932 340 381 18 229	129 991 2 640 223 280 647 18 860	(20 124) 330 709 59 734 (631)
	(I)	3 439 409	3 069 721	369 688
Avances et acomptes reçus Fournisseurs et comptes rattachés Autres créanciers Comptes de régularisation passif		78 161 2 854 258 825 476 205 634	60 497 2 555 531 789 565 141 408	17 664 298 727 35 911 64 226
	(II)	3 963 529	3 547 001	416 528
Besoin en fonds de roulement	(I) - (II)	(524 120)	(477 280)	(46 840)

Note 17 - Engagements hors bilan		
(En Milliers de Francs)	31/12/1997	31/12/1996
Engagements donnés		
Cautions et garanties	708 655	559 295
Engagements en matière de retraite ⁽¹⁾		71 731
Garantie solidaire des sociétés de personnes	758 785	807 774
Autres engagements	89 119	62 023
Total	1 556 559	1 500 823
Engagements reçus		
Cautions et garanties	10 897	9 582
Autres engagements	9 712	12 222
Garantie solidaire de la société mère associée de SNC	1 977 495	3 464 586
Total	1 998 104	3 486 390
Engagements réciproques		
Contrat de crédit bail immobilier	19 739	35 205

⁽¹⁾ Les engagements en matière de retraite figurent en 1997 en provisions pour risques et charges

Note 18 - Effectif moyen					
	31/12/1997	31/12/1996			
Catégorie de personnel					
Cadres	985	1 077			
Employés, Techniciens et Agents de Maîtrise (ETAM)	2 580	2 810			
Ouvriers	6 611	7 055			
Total	10 176	10 942			



IDENTITÉ DES SOCIÉTÉS CONSOLIDANT LES COMPTES DU GROUPE

SOGEA

Société Anonyme au capital de 1 633 140 600 F ayant son siège 3, cours Ferdinand de Lesseps 92851 RUEIL MALMAISON CEDEX R.C.S. NANTERRE B 709 806 939

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ENTREPRISES

Société Anonyme au capital de 3 427 484 920 F ayant son siège 1, cours Ferdinand de Lesseps 92851 RUEIL MALMAISON CEDEX R.C.S. NANTERRE B 552 037 806

VIVENDI

Société Anonyme au capital de 13 404 517 600 F ayant son siège 42, avenue de Friedland 75380 PARIS CEDEX 08 R.C.S. PARIS B 780 129 961



18, place de l'Europe 92565 Rueil-Malmaison Cedex Tél. 01 47 16 38 00 - Fax : 01 47 16 38 01

http://www.eurovia.com

